

la lettre % d'attac

AGIR POUR LA JUSTICE SOCIALE
ET ÉCOLOGIQUE

COMITÉ 19^e-20^e

QU'EST-CE QUE LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE ?

A lors même que la démocratie participative n'est plus capable d'assurer les intérêts de la population et que nous connaissons une véritable crise de la représentativité dans la sphère politique, la désobéissance civile apparaît comme un antidote. Pourquoi? Parce qu'elle s'oppose à la passivité et à la résignation par l'action directe dans un espace public. Mise en œuvre collectivement, elle remet ouvertement en cause la légitimité d'une loi ou d'une décision politique. Ainsi, c'est s'attaquer à l'ordre public et juridique dans le but de faire émerger des injustices jusqu'alors invisibilisées.

Le choix d'agir directement dans un espace public n'est pas anodin. Les personnes faisant acte de désobéissance civile agissent le plus souvent à visage découvert, de manière à rendre leurs actions visibles. Cette désobéissance s'opère dans un cadre extra légal non-violent, en dehors de l'ordre établi, et s'oppose à la soumission inconditionnelle aux lois en vigueur. La violence sous toutes ses formes est évitée au maximum, tout comme sa reproduction. **Elle met fin au mythe selon lequel on pourrait vaincre une violence par une autre violence.**

L'espace public, en servant de lieu à la désobéissance civile, va donner la primauté à l'impact des actions, en s'inscrivant dans la vie quotidienne. Ainsi sont utilisés des registres auparavant considérés comme non pertinents, tels que l'art ou l'humour. La force principale de ce mode d'action est de permettre la création de nouveaux idéaux démocratiques, tout en créant du lien social. L'occupation de l'espace public à travers la désobéissance civile va, de cette manière, servir à expérimenter une « démocratie réelle », basée sur des principes d'autogestion, de délibération et de participation ouverts à tous.



Une vitrine de la pollueuse BNP-Paribas dépolluée par Attac.

CINÉ-DÉBAT « LES RÉVOLTÉS » (2019 - 1h 20 mn)

Un documentaire de Jacques Kébadian et Michel Andrieu

jeudi 18 avril

Centre d'animation Curial - 16 rue Colette Magny - Paris 19^e

Métros Crimée, RER E, tramway Rosa Parks

Programme de la soirée :

18h15-19h30 : échange entre Amnesty International et des Gilets Jaunes sur les violences policières

19h30-21h : projection du documentaire « Les Révoltés »

21h-22h : « 1968-2018, le sens de la révolte ? », débat animé par Philippe Julien, secrétaire de la CGT de l'usine PSA d'Aulnay jusqu'en 2014.



**ENTRÉE
LIBRE**

Ouvriers, ouvrières, étudiant-es et jeunes s'opposent en mai 68 à la morale et au pouvoir en place! Les facultés et les usines sont occupées. Les barricades sont dressées. Les pavés sont lancés. La parole cède la place aux actes : c'est l'affrontement!

Ces images nous plongent au cœur des événements et témoignent des hommes et des femmes qui, indignés jusque-là, marchent vers leur Révolution!

« En mai, fais ce qu'il te plaît! »

À VOS AGENDAS!

« Cabaret de la crise, best of saisons 1-2-3 », vendredi 12 avril, 19h, par la compagnie Canopée, Centre d'animation Place des Fêtes - 2 rue des Lilas - Paris 19^e. Invités: Susan Georges, présidente d'honneur d'Attac, et Henri Sterdyniak, économiste atterré.

Collectif du 18 décembre, mercredi 17 avril, 19h, développement de la campagne « Égoux, égales, personne n'est illégal », Bourse du Travail, 3 rue du Château d'eau, Paris 10^e.

Le MRAP fête ses 70 ans, samedi 11 mai, témoignages, débats, films, expos et concert de Serge Utgé-Royo, Compagnie Jolie Môme, salle Olympe de Gouges, 15 rue Merlin, Paris 11^e. Renseignements : 70ans.mrap.fr

ATTAC, QU'EST-CE QUE C'EST ?

L'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac) est un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action. Attac se mobilise contre l'hégémonie de la finance et la marchandisation du monde, pour des alternatives sociales, écologiques et démocratiques.

Site Attac France : www.france.attac.org

Comité local 19^e-20^e :
attacparis20@attac.org ou
1-3 rue Frédéric-Lemaître - 75020 Paris

Informations, réflexions, campagnes :
<http://attac-paris19-20.org/>

Attac est présente
dans plus de quarante pays.

UNE EUROPE À REBÂTIR EN REFUSANT D'OBÉIR

Au début, l'Europe était un projet, un beau projet ! Au lendemain des deux massacres que représentèrent les guerres mondiales et dont l'Europe fut l'épicentre, la perspective d'une « union sans cesse plus étroite entre les peuples européens » que promettait d'édifier le Traité de Rome se voulait gage de paix et de développement commun et solidaire. L'évolution des institutions européennes, dans un contexte d'hégémonie de l'idéologie néolibérale, a ruiné ce projet.



Les abeilles d'Attac dénoncent le crime écologique de Bayer-Monsanto.

Que ce soit le Traité de Maastricht (1992) instituant le marché unique européen, ouvrant la voie à la création de l'euro et imposant la règle absurde des 3% de déficit public; le Traité de Lisbonne (2007), ratifié par le parlement français alors même qu'il reprend toutes les dispositions du Traité constitutionnel européen rejeté par les citoyens français lors du referendum de 2005; ou le Traité sur la stabilité, la croissance et la gouvernance (2012) qui place les budgets des États membres sous le contrôle de la Commission européenne, tous ces traités ont abouti à ce que l'Union européenne ne soit plus qu'un vaste marché régi par la prééminence du droit de la concurrence et la liberté d'entreprendre.

Les politiques économiques et sociales sont exclues du débat public et de la décision démocratique et se voient réduites à l'application de normes disciplinaires. Les États européens s'affrontent par la surenchère dans le dumping social et fiscal alors même que les élargissements successifs de l'UE, en accroissant l'hétérogénéité économique et sociale de ses États membres, aurait dû, au contraire, conduire à un surcroît de solidarité.

Aujourd'hui, après dix années de crise, non seulement mondiale mais aussi spécifiquement européenne, traversées tant bien que mal grâce à la politique d'assouplissement monétaire de la Banque centrale européenne, qui aura permis d'anesthésier les problèmes sans pour autant les traiter, l'Union européenne est à la croisée des chemins. De par la façon dont elle s'est construite, elle fait l'objet d'une défiance massive des

peuples, jusqu'à susciter une volonté de sortie. Mais, précisément, les avatars du Brexit montrent éloquentement combien une sortie unilatérale d'un ensemble aux économies étroitement intriquées s'avère complexe, difficile et lourde de périls.

Produit de la crise, du sentiment de dépossession des peuples et de la débacle des « partis de gouvernement », l'extrême droite est en progression partout et déteint de plus en plus sur la droite classique. Elle s'accommode fort bien du néolibéralisme, mais veut reconfigurer le continent pour promouvoir une Europe autoritaire des nationalismes. Dans cette conjoncture, le projet d'Emmanuel Macron d'unir les « progressistes » pour une réforme de la zone euro manque à la fois d'ambition et de crédibilité.

D'ambition, parce qu'il ne propose qu'une réforme à la marge qui ne remet pas en cause les fondamentaux d'une Europe néolibérale et antidémocratique, mais vise au contraire à la conforter. De crédibilité parce que, même *a minima*, ce projet est inacceptable pour de nombreux pays qui y voient, soit une mise à l'écart, soit une intégration plus poussée dont ils ne veulent pas.

Un projet alternatif sérieux

N'y aurait-il donc aucune alternative et serions nous condamnés à errer entre un fédéralisme technocratique néolibéral et un nationalisme non moins néolibéral? Il existe pourtant une troisième voie pour les peuples européens: affirmer la primauté de la démocratie contre les règles qui lui ont été imposées et qu'elle ne veut plus subir, reprendre l'exercice d'une

pleine souveraineté citoyenne, qui a été perdue, et pour cela désobéir aux traités européens. Cela implique notamment de mettre la monnaie au service de la société et de la transition écologique, de reprendre le contrôle de la dette souveraine, d'imposer une réforme bancaire et financière, de remettre en cause la libre circulation des capitaux, de refuser le contrôle de la Commission européenne sur les budgets des États membres, de conditionner le développement des échanges internationaux au respect d'exigences sociales et environnementales.

Ces mesures, dont on trouvera le détail dans le livre que viennent de publier Attac et la Fondation Copernic (1), sont autant de ruptures avec le carcan des traités européens. Ce n'est pas le Parlement européen, quelle qu'en soit la composition, qui pourra les impulser. Mais elles pourraient être prises par un grand pays européen à l'initiative d'un gouvernement de progrès appuyé sur une puissante mobilisation populaire. À bon entendeur...

Unilatérales mais coopératives, ces mesures ne sont dirigées contre aucun pays de l'Union mais contre une logique politique et économique qui dénature le projet européen. Plus grandira le nombre de pays les adoptant, plus grandira leur efficacité. **Ce n'est pas contre l'Europe mais au nom d'une autre conception de la construction européenne qu'un gouvernement progressiste devrait rompre avec les traités européens.**

(1) Attac et Fondation Copernic, « Cette Europe malade du néolibéralisme », Éditions Les Liens qui libèrent, 2019.

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Code postal..... Ville.....

Email.....

J'adhère à Attac et je verse pour l'année civile.....€

Ressources mensuelles et cotisation avec Lignes d'Attac

de 0 à 450 €.....	13 € - de 1600 à 2300 €.....	65 €
de 450 à 900 €.....	21 € - de 2300 à 3000 €.....	84 €
de 900 à 1200 €.....	35 € - de 3000 à 4000 €.....	120 €
de 1200 à 1600 €.....	48 € - au-delà de 4000 €.....	160 €

Bulletin à renvoyer accompagné d'un chèque bancaire ou postal à :
Attac Service adhésions - 21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris